

# Première assemblée générale des gilets jaunes de Paris Nord

Ce mardi 15 janvier avait lieu une assemblée générale de gilets jaunes du Nord de Paris. Plus de 80 personnes étaient réunies pour débattre de leurs revendications et s'organiser ensemble. Cette assemblée faisait suite à des groupes sur les réseaux sociaux et à une première réunion en plein air d'une cinquantaine de gilets jaunes du quartier Barbès la semaine précédente, et à des actions communes (une manifestation sauvage le samedi 12 janvier, un point fixe à Château rouge le dimanche 13...).



À l'échelle du mouvement et vu la densité de population sur Paris, cette réunion peut sembler petite. Néanmoins, sa tenue traduit une dynamique remarquable. Les classes populaires de Paris s'impliquent de plus en plus dans le mouvement. Forts de cette nouvelle expérience de lutte, leurs éléments les plus avancés cherchent la forme d'organisation adéquate pour affronter le pouvoir et se constituer en contre-pouvoir. La responsabilité des Parisien-ne-s dans cette lutte est particulière, car leur ville concentre les lieux de pouvoir et de richesse.

Ainsi, avec un temps de retard sur d'autres régions, les gilets jaunes de la capitale rejoignent la dynamique d'auto-organisation du mouvement. Considérant que de nombreuses revendications justes ont déjà été élaborées par d'autres assemblées ces dernières semaines, la discussion a beaucoup porté sur des aspects concrets comme le choix des actions à mener, la mise en place de commissions, mais aussi la recherche de lieux de réunion (particulièrement compliquée sur Paris). Des revendications spécifiques au Nord parisien ont également été discutées, par exemple pour la rénovation des logements Paris-Habitat, la transformation des bâtiments fermés (hôpital Bichat, etc.).

La violence sans précédent de la répression policière a également été relevée. Hadama Traoré, venu d'Aulnay-sous-Bois au nom du mouvement « La Révolution en Marche », a rappelé que les quartiers populaires de région parisienne subissent des violences disproportionnées depuis des années. La proposition faite par un participant d'interdire les lanceurs de balle de défense et les grenades lacrymogènes a rencontré beaucoup d'écho, d'autres réclamant dans la foulée le désarmement pur et simple de la police. L'assemblée a affirmé à de nombreuses reprises sa solidarité avec les migrants et les sans-abri, notamment face au harcèlement par la police et les services municipaux.

Plusieurs interventions ont souligné l'intérêt de participer à l'AG des AGs à Commercy le 26 janvier. Un gilet jaune de Rungis (94) est aussi venu parler du manque de coordination entre les différents groupes de région parisienne. Une cagnotte a été mise en place pour financer le déplacement à Commercy. Le principe d'y envoyer deux délégués avec un mandat clair, dont ils rendront compte à leur retour, a semblé faire consensus. Cette échéance est apparue comme une étape décisive pour structurer le mouvement à l'échelle de toute la France.

Rendez-vous a été pris pour des groupes de travail, des actions. Une nouvelle assemblée générale permettra de discuter la semaine prochaine d'un mandat à porter à Commercy. De nombreux points d'accord sont déjà apparus, mais aussi des questions à approfondir. Certain-e-s participant-e-s ont insisté à juste titre sur la nécessité de transparence et de démocratie dans les débats. L'assemblée s'est conclue par des réflexions sur la manière de satisfaire ces exigences démocratiques (décision au consensus, vote à la majorité...).

**Lakhdar Bouazizi**, le 15 janvier 2019